



4e **SYMPOSIUM PANCANADIEN ANNUEL  
PARLONS FEMMES ET LOGEMENT 2020**



PAN-CANADIAN VOICE  
FOR WOMEN'S HOUSING  
A SYMPOSIUM



PARLONS  
FEMMES ET LOGEMENT  
UN SYMPOSIUM PANCANADIEN

Du 5 octobre au 2 novembre 2020

# Symposium pancanadien annuel Parlons femmes et logement 2020

En raison de la pandémie de COVID-19, l'évènement s'est décliné en plusieurs séances virtuelles.

Document de travail rédigé à partir des notes prises durant le symposium, révisé par Janice Abbott et mis en page par Fei Wang, Atira Women's Resource Society

## Membres du Cercle consultatif de 2020

Annetta Armstrong	Indigenous Women's Healing Centre
Janice Abbott	Atira Women's Resource Society
Laura Budd	Comité de Moose Jaw Pride
Cindy Chaisson	Yukon Women's Transition Home Society
Syreeta Moore	Atira Women's Resource Society
Janine Olifie	Porte-parole communautaire
Danya O'Malley	PEI Family Violence Prevention Services
Jewelless Smith	Conseil des Canadiens avec déficiences
Dolly Williams	Preston & Area Housing Fund
Nicole Young	Hope Haven Transition House

## Animatrices

Janice Abbott, Natasha Carvalho, Danya O'Mally, Jewelless Smith

## Coordonnatrices du symposium

Arita Atwal et Eden Hoey

## Bailleurs de fonds du symposium 2020

Le Symposium pancanadien Parlons femmes et logement 2020 a été financé par la SCHL



## Participant(e)s (et leur organisation) au symposium 2020

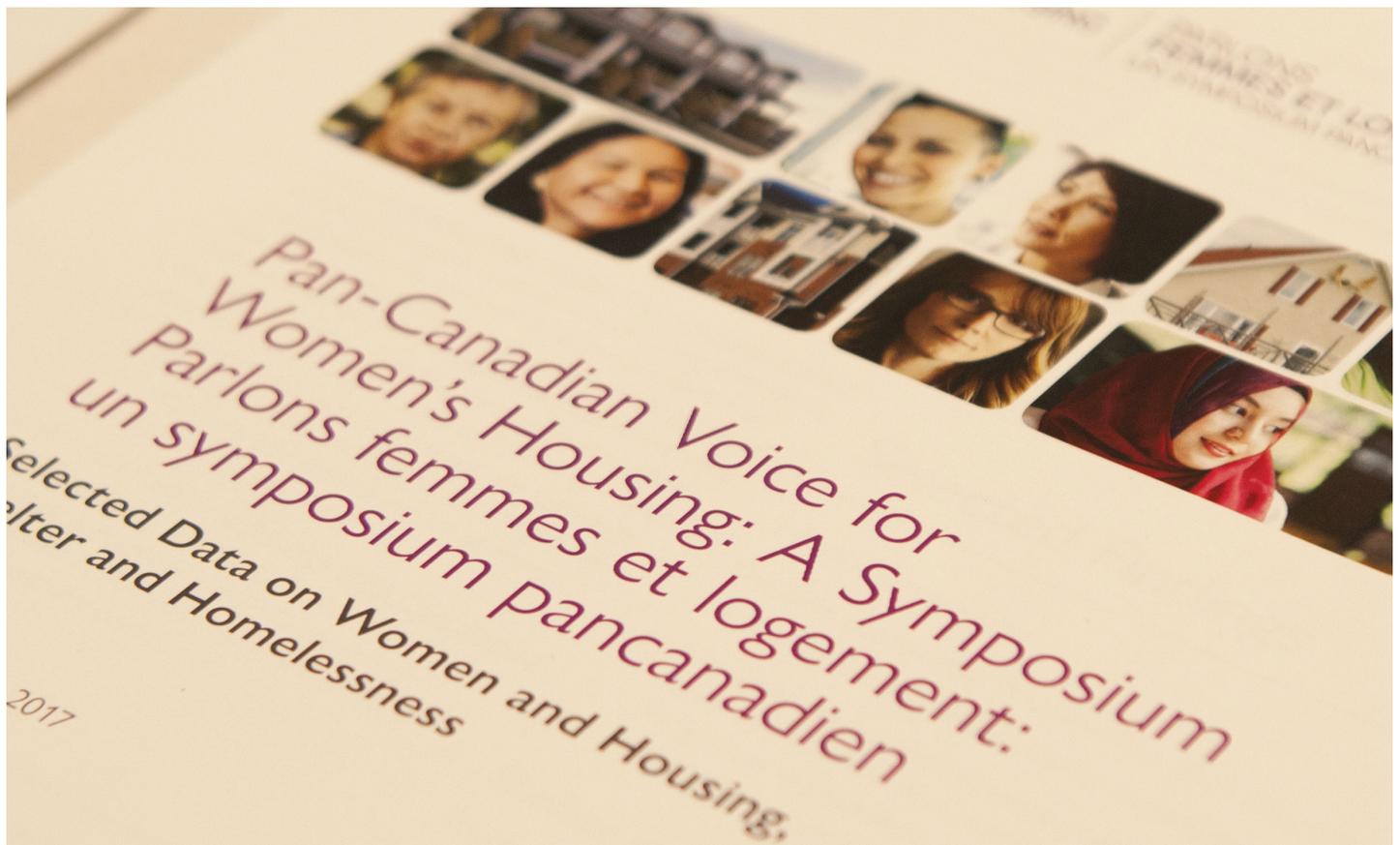
Janice Abbott	Atira Women's Resource Society
Stephanie Allen	Hogan's Alley Society, Vancouver
Dana Riccio Arabe	Wahbung Abinoonjiag Inc
Mebrat Beyene	WISH Drop-In Centre Society
Margot Brunner	Voice of Albertans and Disabilities
Laura Budd	Comité de Moose Jaw Pride
Cindy Chaisson	Yukon Women's Transition Home Society
Ann Decter	Fondation canadienne des femmes
Lori Deets	Moose Jaw Transition House/Moose Jaw Family Services
Nathalie Fortin	Women's Place - Programme national
Maura Gowans	Aboriginal Mother Centre et porte-parole communautaire (expérience vécue)
Arlene Hache	Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance
Tammy Hansen	North End Women's Centre
Karine-Myrgianie Jean-Francois	Réseau d'action des femmes handicapées du Canada
Angela Kalyta	Association des femmes autochtones du Canada
Kelly Lawless	Porte-parole communautaire (expérience vécue)
Angela MacDougall	BWSS
Katherine McParland	Porte-parole
Bruk Melles	Atira Women's Resource Society
Syreeta Moore	Atira Women's Resource Society et porte-parole communautaire (expérience vécue)
Michele Nadeau	YWCA de Moncton
Janine Olifie	Yellowknife Women's Society et porte-parole communautaire (expérience vécue)
Danya O'Mally	PEI Family Violence Prevention Organization
Maui Para	Programme de logement de transition du YWCA
Chevi Rabbit	Porte-parole communautaire
Miia Suokonautio	YWCA de Halifax
Gail Thornhill	Stella's Circle
Johanna Venturini	Associação Filhos do Pai Eterno (AFIPE)
Dolly Williams	Preston & Area Housing Fund
Kate Wilson	YWCA de Yellowknife
Ellen Woodsworth	Women Transforming Cities, Vancouver
Nicole Young	Hope Haven Transition House
Leesa	Équipe nationale de WAGE

## Autres participant(e)s au symposium 2020

Ariella Aburto	Embers Moore	Chelsey
Michelle Arsenault	Ann Ndagire	Felix
Percy Bechard	Haley Prescod	Heather
Cheryll Case	Manisha R	Jennifer
Hawa Dumbuya-Sesay	Amanda Ramkishun	Jody
Dominique Fogarty	Ambalika Roy	Msuarez
Denika Garrick	Susan Thorpe	Sgual
Soha Kneen	Tracey W	Tara
Robyn M	Tara Ward	Vanessa
Sam Mason	Abigail	
Maura Meng	AN	
J. Miller	Beth	

# Index

- 1** Résumé des séances du symposium 2020
- 3** Analyse des six appels à l'action de 2018 et recommandations
- 6** Nouveaux appels à l'action
- 7** Mises à jour de la SCHL et engagements à l'égard du symposium pancanadien Parlons femmes et logement
- 10** Prochaines étapes pour le symposium pancanadien Parlons femmes et logement



# Résumé des séances du symposium 2020

Le symposium 2020 a été unique en son genre, car il a permis de réunir virtuellement un groupe diversifié de plus de 60 femmes. Pandémie de COVID-19 oblige, le Cercle consultatif a opté pour un symposium virtuel en tenant compte des défis que poserait ce format. Le symposium s'est décliné en neuf (9) séances réparties sur quatre (4) semaines, ce qui a permis aux femmes d'y assister en dehors de leurs heures de travail. Chaque séance de deux (2) heures se concluait par la formulation d'un appel à l'action, qui a été présenté aux représentants de la SCHL et du gouvernement à la dernière séance plénière.

Une cérémonie d'ouverture animée par Janice Abbott a donné le coup d'envoi au symposium, suivie de bénédictions par des aînées de l'Ouest et de l'Est. Durant les semaines qui ont suivi, des discussions ont été organisées entre des femmes de différents groupes de la population pour parler des difficultés auxquelles les femmes font face dans le secteur du logement et de l'infrastructure.

Chaque séance commençait par un mot de bienvenue avec l'ensemble du groupe, après quoi la coanimatrice divisait les participantes en petits groupes de cinq ou

huit. Les petits groupes étaient invités à discuter des sujets prévus à l'ordre du jour et à formuler des solutions et des appels à l'action dans un temps imparti. Ensuite, ils devaient faire part de leurs solutions et de leurs appels à l'action aux autres groupes et, ensemble, cibler les principaux aspects à présenter au gouvernement. De plus, tout au long du symposium, on offrait aux participantes la possibilité de recevoir des services de counseling et de quitter en tout temps le groupe qui leur avait été assigné, pour quelque raison que ce soit.



Chacune des séances présentait des obstacles discriminatoires majeurs auxquels sont confrontées les femmes et qui les empêchent de combler leurs besoins et ceux de leurs enfants en matière de logement. Il y a avait des séances dites « officielles » et des séances dites « complémentaires ». Les séances officielles donnaient aux participantes une tribune pour discuter de grands sujets de préoccupation pour les femmes, tandis que les séances complémentaires étaient axées sur les obstacles intersectionnels au logement, notamment le racisme, la discrimination fondée sur la capacité physique, la discrimination fondée sur le sexe, le statut d'immigrante et la langue.

### **Séances officielles**

Le thème des séances officielles était défini de façon à ce que les femmes puissent discuter de leur expérience en matière de logement abordable. Les obstacles systémiques et les écarts existants en matière d'accès aux programmes de supplément au loyer, de protection de l'enfance et de réunion des familles ont été abordés. Le manque de moyens financiers des femmes des Premières Nations, métisses et inuites, des femmes handicapées et des femmes provenant des régions rurales pour combler leurs besoins de base a également été discuté, et des appels à l'action ont été formulés. Les appels à l'action demandaient au gouvernement de prendre conscience des répercussions qu'a eues la COVID-19 sur les femmes et à élaborer des solutions en conséquence, par exemple, améliorer ses politiques; assumer la responsabilité des promesses qu'il fait; ou assurer la création de logements abordables, l'établissement d'un revenu annuel garanti et la transparence du système.

### **Séances complémentaires**

Les séances complémentaires ont principalement porté sur les préoccupations et les expériences des femmes qui font face à des obstacles supplémentaires (au-delà du sexisme et de la misogynie) pour accéder à des logements sûrs, abordables et adéquats, y compris les femmes des Premières Nations, métisses et inuites; les femmes noires; les femmes de couleur; les immigrantes et les réfugiées; les femmes handicapées; les personnes lesbiennes, bisexuelles, trans, bispirituelles et transféminines; et les femmes francophones. Les participantes ont parlé de la stigmatisation associée à la couleur de la peau (race), au sexe, à la capacité physique et à la langue, et ont dénoncé le fait que l'accès à un logement abordable est encore plus difficile pour elles et que le processus s'accompagne presque toujours de discrimination ouverte ou cachée. Il y a également eu de longues discussions sur l'insensibilité culturelle, qui ont souligné la nécessité d'adopter des lois et des mesures de protection plus progressistes pour les femmes qui font face à plusieurs obstacles intersectionnels au logement. L'un des principaux facteurs abordés était la perte de revenu attribuable à la pandémie de COVID-19 et son incidence directe sur les besoins des femmes en matière de logement.

# Analyse des six appels à l'action de 2018 et recommandations

## 1

### Le logement et les femmes ayant une expertise vécue

#### APPEL À L'ACTION

- Nous demandons à la SCHL d'élaborer la Stratégie nationale sur le logement (SNL) en consultation avec les personnes les plus touchées et en coordination avec la Stratégie de réduction de la pauvreté et la Stratégie pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe.

#### RECOMMANDATIONS

- Les stratégies ainsi élaborées doivent être mises en œuvre. Il doit y avoir un certain niveau de transparence lors de la mise en œuvre de telles stratégies; on doit voir que les recommandations émises par les groupes touchés ont été entendues et prises en compte.
- Le financement devrait être attribué de façon à favoriser une culture d'acceptation dans les programmes de logement, et les critères de financement devraient être assez souples pour permettre la création de modèles de logement adaptés aux différents obstacles. Les femmes devraient pouvoir choisir leur logement plutôt que de se contenter de ce qu'on veut bien leur donner, ce qui est la norme à l'heure actuelle.

## 2

### Le logement des Premières Nations, des Métis et des Inuits

#### APPEL À L'ACTION

- Nous demandons au gouvernement fédéral de veiller à ce que tous les logements répondent aux besoins des femmes des Premières Nations, métisses et inuites.
- Nous demandons des logements adaptés à la culture, réglementés et aménagés de façon appropriée, et administrés par les femmes des Premières Nations, métisses et inuites. À cette fin, les logements doivent comprendre des centres de guérison et de traitement.
- Nous demandons également au gouvernement du Canada de prendre des mesures immédiates pour renverser la politique qui empêche les Inuits d'avoir accès au financement fédéral pour les maisons d'hébergement.
- Nous demandons au gouvernement fédéral de reconnaître les besoins des femmes et des enfants dans les centres urbains et hors des communautés autochtones (hors réserve).

# 3

## Le financement d'infrastructure pour le logement

### APPEL À L'ACTION

- Nous demandons à la SCHL de rétablir immédiatement le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement, qui aide les femmes à avoir accès à des refuges et à d'autres types de logements, et d'y consacrer 25 % de l'enveloppe budgétaire totale de la SNL.
- Nous demandons également à la SCHL de mettre ce financement à la disposition des maisons situées dans les réserves et hors des réserves.

### RECOMMANDATIONS

- Une des principales préoccupations concerne la conception et l'accessibilité des maisons d'hébergement. Il faudrait définir des critères pour tenir compte des besoins des femmes handicapées.
- Il faudrait une plus grande transparence et davantage de communications de la part du gouvernement pour expliquer comment les fonds sont distribués, et ce, avant que ceux-ci ne soient injectés dans les collectivités. Dans le même ordre d'idées, il devrait également être plus facile d'obtenir des renseignements sur les projets en cours, notamment pour s'assurer que les ressources sont affectées de façon responsable. Il faut donc également plus de transparence à l'échelle provinciale.
- Il est absolument nécessaire d'établir une relation directe avec le gouvernement fédéral. L'accès au logement est très inégal partout au pays. Une stratégie nationale est en place, mais il faudrait aussi en élaborer une pour encadrer les contrats conclus avec les gouvernements provinciaux.
- L'information sur le financement gouvernemental disponible doit être communiquée de façon efficace aux organisations qui peuvent l'utiliser. De plus, le processus de demande de subvention et de financement doit être simplifié afin d'en assurer l'accessibilité pour toutes les collectivités.
- Les infrastructures existantes doivent être entretenues et être rendues plus accessibles.
- Il faudrait développer un concept de logement abordable pour les femmes ou les familles ayant plusieurs enfants afin de répondre aux besoins des grandes familles.

# 4

## Les femmes au coeur du logement

### APPEL À L'ACTION

- Nous demandons au gouvernement fédéral et à la SCHL de consulter les participantes au symposium pancanadien Parlons femmes et logement et de leur fournir un financement continu.

### RECOMMANDATIONS

- Il serait bénéfique qu'une femme représente la SCHL et soit présente pour collaborer à l'élaboration du prochain symposium.

# 5

## Le financement de fonctionnement pour les organisations de femmes et les organismes au service des femmes

### APPEL À L'ACTION

- Nous demandons un financement pour les organisations de femmes et les organismes au service des femmes comparable au niveau de financement des services et des programmes fournis directement par le gouvernement et les organisations du secteur public élargi.
- Nous demandons également au gouvernement fédéral de veiller à ce que les travailleurs communautaires de première ligne et le personnel des organisations et des programmes soient rémunérés de façon concurrentielle.

### RECOMMANDATIONS

- L'octroi du financement devrait être plus souple pour répondre aux besoins immédiats, où qu'ils soient. La structure actuelle est trop rigide en ce qui concerne les dépenses admissibles au financement.

# 6

## Les femmes et un revenu annuel garanti

### APPEL À L'ACTION

- Nous demandons à la SCHL de promouvoir la création d'un programme de revenu annuel garanti qui reflète les réalités régionales. Le programme devrait être élaboré selon une optique intersectionnelle fondée sur le sexe avec la participation d'un échantillon représentatif de femmes. Il doit répondre aux besoins que les femmes ont définis elles-mêmes, comme assurer la préservation de la famille, avoir accès à un logement durable dont le loyer est proportionné au revenu et bénéficier d'un soutien transitoire solide. Ces besoins devraient être financés par des prestations s'ajoutant aux prestations pour enfants.

### RECOMMANDATIONS

- Il faudrait ramener au premier plan le concept de revenu annuel garanti, surtout compte tenu du succès qu'a connu la Prestation canadienne d'urgence (PCU) pendant la pandémie de COVID-19. Les critères du revenu annuel garanti devraient par contre être plus souples que ceux de la PCU.

# NOUVEL APPEL À L'ACTION

## APPEL À L'ACTION

Nous demandons particulièrement à la SCHL de soutenir les groupes marginalisés (par exemple, les femmes noires, des Premières Nations, métisses et inuites; les femmes handicapées; les femmes trans; les réfugiées et les immigrantes; les femmes francophones) afin de créer et d'offrir des logements qui leur permettront de subvenir à leurs besoins, c'est-à-dire des logements conçus par elles et pour elles.

## APPEL À L'ACTION

Nous demandons à la SCHL d'exiger de toutes les organisations recevant du financement qu'elles démontrent avoir mis en place des politiques et des pratiques rigoureuses et dynamiques en matière de lutte contre le racisme et l'oppression.



# Mises à jour de la SCHL

et engagements à l'égard du symposium pancanadien Parlons femmes et logement

---

## MISE À JOUR SUR LES APPELS À L'ACTION DU SYMPOSIUM 2018

---

**1**

### APPEL À L'ACTION

- Mettre en place un comité composé de membres ayant une expertise vécue (et leur verser un salaire acceptable) vers qui la SCHL pourra se tourner pour demander avis et conseils.

### RÉPONSE LA SCHL

- La SCHL a suivi cette recommandation et a reçu plus de 400 demandes dans le cadre de cette initiative. Elle est persuadée que le projet du comité se concrétisera dans un avenir proche.



## 2

### APPEL À L'ACTION

- Veiller à ce que les femmes des Premières Nations, métisses et inuites aient un logement sûr; fournir un financement suffisant dans le Nord et pour le logement en milieu urbain (hors réserve).

### RÉPONSE LA SCHL

- La SCHL a accepté de demeurer un partenaire actif dans la création de logements distincts pour les femmes des Premières Nations, métisses et inuites, en déclarant qu'elle continuera de travailler sur une stratégie de logement des Autochtones en partenariat avec des femmes des Premières Nations, métisses et inuites et qu'elle prévoit céder l'exploitation des logements aux Autochtones une fois les travaux terminés. La SCHL a veillé à ce que son personnel soit sensibilisé à l'importance de la réconciliation et de la réparation et a récemment lancé un processus de manifestation d'intérêt pour qu'un comité consultatif autochtone guide le travail du symposium.

## 3

### APPEL À L'ACTION

- Rétablir le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement et le rendre accessible aux organisations de femmes dans les réserves et hors des réserves.
- Remédier au manque de transparence au niveau des dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux et leur demander des comptes.

## 4

### APPEL À L'ACTION

- Prendre des mesures pour simplifier le processus de demande au Fonds national de co-investissement pour le logement (FNCIL).

### RÉPONSE LA SCHL

- La SCHL a lancé l'Initiative pour la création rapide de logements, qui prévoit 1 milliard de dollars pour construire plus de 3 000 logements avec l'aide des provinces, des territoires et des municipalités. Ce financement peut servir à construire des logements ou à acheter des immeubles. La priorité est accordée aux demandes dont le projet est destiné aux Premières Nations, aux Métis et aux Inuits en milieu urbain. La SCHL a fait preuve d'une certaine souplesse et a autorisé des exceptions au délai de 12 mois normalement prescrit entre l'obtention du financement et l'achèvement de l'ensemble. De plus, en mai, la SCHL a annoncé qu'elle financerait 12 nouvelles maisons d'hébergement pour femmes pendant cinq ans.

## 5

### APPEL À L'ACTION

- Étant donné que le revenu annuel garanti n'est pas le principal domaine d'influence de la SCHL, lancer un appel à la responsabilisation en mettant en place un comité de personnes ayant une expérience vécue (et leur verser un salaire) qui travaillerait au sein du comité pour élaborer un cadre, des paramètres et des mesures de responsabilisation afin d'assurer une reddition de comptes annuelle et de réduire le cloisonnement

### RÉPONSE LA SCHL

- La SCHL a lancé l'Allocation canadienne pour le logement, qui prévoit 4 milliards de dollars sous forme de supplément au loyer versé directement aux ménages de partout au Canada.

## 6

### APPEL À L'ACTION

- Prévoir un financement pluriannuel à long terme pour que les organismes au service des femmes puissent travailler en collaboration avec la SCHL et l'aider à atteindre ses cibles en matière de logement pour les femmes, étant donné que les services de soutien et les travailleurs sociaux bien rémunérés sont essentiels pour aider les femmes vulnérables à conserver un logement.

### RÉPONSE LA SCHL

- La SCHL a accepté d'offrir des programmes pour financer la construction ou l'aménagement d'immeubles et a exigé que des partenaires provinciaux, territoriaux et communautaires y fournissent les services d'accompagnement dont les femmes ont besoin.

---

## ENGAGEMENTS DE LA SCHL À LA LUMIÈRE DU SYMPOSIUM 2020

---

Evan Siddall, président et premier dirigeant de la SCHL, a pris les engagements suivants dans le cadre du symposium pancanadien Parlons femmes et logement :

1. Continuer de financer ce symposium;
2. Continuer de tenir compte des préoccupations soulevées par le symposium dans les décisions prises en matière de politiques et de financement;
3. Faire des efforts sincères pour reconnaître la nécessité d'établir des liens plus étroits avec tous les groupes marginalisés, étant donné le niveau de discrimination auquel ils font face;
4. Utiliser efficacement les fonds pour développer des projets avec des organismes communautaires dans les régions rurales, surtout dans le Nord;
5. Continuer de rendre des comptes au symposium;
6. Discuter avec les équipes internes et faire rapport sur les politiques et le financement de façon plus transparente;
7. Faire le point sur les progrès réalisés à l'égard des huit engagements pris en matière de lutte contre le racisme.

# Prochaines étapes

## pour le symposium pancanadien Parlons femmes et logement



Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, nous ne savons pas si le prochain symposium pancanadien Parlons femmes et logement aura lieu virtuellement ou en personne. Dans tous les cas, la SCHL s'est engagée à le financer. Les membres du Cercle consultatif, en plus de planifier le cinquième symposium annuel, exploreront des idées pour tenir les participantes informées, notamment la possibilité d'élaborer un bulletin d'information ou de créer un intranet pour le symposium.

### Membres du Cercle consultatif de 2020

Annetta Armstrong	Indigenous Women's Healing Centre
Janice Abbott	Atira Women's Resource Society
Laura Budd	Comité de Moose Jaw Pride
Cindy Chaisson	Yukon Women's Transition Home Society
Syreeta Moore	Atira Women's Resource Society
Janine Olife	Porte-parole communautaire
Danya O'Malley	PEI Family Violence Prevention Services
Jewelless Smith	Conseil des Canadiens avec déficiences
Dolly Williams	Preston & Area Housing Fund
Nicole Young	Hope Haven Transition House